

## **MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT URBAIN DU SITE DE LA MARNAISE**

**Marché n° MOECNAC\_01/2026**

**CENTRE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUES  
(CNAC)**



Centre National des Arts du Cirque  
Direction générale Peggy Donck

1, Rue du Cirque  
51000 Châlons-en-Champagne  
T +33 (0)3 26 21 12 43

[cnac.fr](http://cnac.fr) / [info@cnac.fr](mailto:info@cnac.fr)

Siret 341 372 522 00019  
NAF 8542Z  
URSSAF 217000001101183730

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| PREAMBULE -----   | 3  |
| ARTICLE I : GENERALITES -----   | 4  |
| 1- OBJET DU MARCHE-----   | 4  |
| 2- DUREE DE VALIDITE DU MARCHE ET PRISE D'EFFET -----                     | 4  |
| 3- GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT -----                                   | 4  |
| 4- PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE-----                                  | 4  |
| 5- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE -----                                   | 5  |
| A- PIECES PARTICULIERES -----   | 5  |
| B- PIECES GENERALES -----   | 5  |
| ARTICLE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS-----                   | 5  |
| 1- CONTENU DE LA MISSION -----  | 5  |
| 2- SOUS-TRAITANCE -----   | 8  |
| 3- MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES DE TRAVAUX-----                         | 8  |
| 4- PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL -----       | 8  |
| ARTICLE III : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENTS -----                       | 9  |
| 1- PRIX-----  | 9  |
| A- FORFAIT DE REMUNERATION -----  | 9  |
| B- VARIATIONS DANS LES PRIX -----   | 9  |
| 2- MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE -----                                 | 9  |
| A- MODE DE REGLEMENT ET CONTENU DES FACTURES -----                        | 9  |
| B- INTERETS MORATOIRES -----  | 10 |
| ARTICLE IV : DELAIS – PENALITES -----                                     | 10 |
| 1- PENALITES POUR RETARD EN PHASE ETUDES-----                             | 11 |
| 2- PENALITE POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX-----                             | 11 |
| 3- AUTRES PENALITES-----  | 14 |
| ARTICLE V : CONTROLE DES ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COUTS----- | 14 |
| ARTICLE VI : UTILISATION DES RESULTATS, OBLIGATION DE DISCRETION -----    | 18 |
| ARTICLE VII : ACHEVEMENT DE LA MISSION ET RESILIATION DU MARCHE -----     | 18 |
| ARTICLE VIII : CLAUSES DIVERSES-----                                      | 19 |
| ARTICLES IX : ASSURANCES-----   | 20 |
| ARTICLE X : REGLEMENT DES DIFFERENDS-----                                 | 21 |
| ARTICLE XI : DEROGATION AU CCAG-PI-----                                   | 21 |

## Préambule

En lien avec le nouveau projet d'établissement du CNAC porté depuis 2022 par Peggy Donck, sa directrice et à l'aube du projet « *Châlons Cirque* » porté par la ville de Châlons-en-Champagne, le CNAC se veut aujourd'hui plus ouvert sur sa ville et son territoire, et ce afin de devenir un véritable acteur et lieu accessible au public de son territoire.

Le CNAC et la ville de Châlons-en-Champagne, ont ainsi décidé de s'associer pour penser et construire ensemble des aménagements importants.

Ainsi, et dans la foulée des travaux de réaménagement menés sur l'accueil du Cirque historique et cofinancés par la ville de Châlons-en-Champagne et le Centre National des Arts du Cirque, la ville de Châlons-en-Champagne et le CNAC ont décidés de collaborer pour la réalisation d'un nouvel aménagement urbain, traversant le site de la Marnaise via la création d'un nouvel espace public : une rue piétonne, permettant de traverser le site du CNAC, clos jusqu'alors, et de relier l'allée des Forêts au chemin de halage du canal latéral à la Marne.

Le nouvel espace public comprendra ainsi des voies de circulation douces (piétons, vélos), des aménagements paysagers, des espaces de sports, de jeux, de détente, du mobilier urbain, des accès véhicules dont certains dédiés au Centre National des Arts du Cirque.

Ce projet d'allée piétonne, s'alignant ainsi et directement avec la stratégie d'aménagement urbain de la Ville, visant à favoriser une meilleure accessibilité piétonne et à promouvoir une mobilité plus douce. Cette allée facilitera non seulement les déplacements des usagers, mais renforcera également l'attractivité du site en créant un environnement plus accueillant et sécurisé.

Les travaux de gros œuvre d'aménagement de la voie piétonne menés par la ville de Châlons-en-Champagne depuis le mois de septembre 2025 devraient s'achever d'ici à la fin décembre 2025 – début de l'année 2026.

Nouveau tournant dans la place de l'école sur la ville, les bâtiments de l'école, le hangar nord, les logements et l'ancien bâtiment administratif verront ainsi et désormais leurs façades en prise avec un espace public ouvert, de même que leur parvis, rampes et emmarchements.

Dans le cadre de ces travaux, le CNAC a donc prévu une deuxième phase de travaux, à l'été 2026, visant à sécuriser et aménager les parties privées du site (afin de garantir la sécurité des usagers et préserver l'intégrité de ses infrastructures), ainsi qu'à repenser, embellir, rénover et sécuriser ses espaces extérieurs, restés en l'état depuis leurs acquisitions.

Dans le cadre de cette nouvelle phase de travaux, les espaces d'accueil et de travail de ses collaborateurs (espace accueil et pôle pédagogique) devront également être repensés – réaménagés, de même que les espaces destinés aux étudiants de l'ancien bâtiment administratif.

Cette nouvelle dynamique amenant de façon certaine à une hausse de la fréquentation du site et de l'usage des bâtiments du site de la Marnaise.

C'est dans cette logique que le présent marché est passé afin de sélectionner un maître d'œuvre qui accompagnera le CNAC dans ce projet en définissant et dirigeant les travaux.

## **Article I : généralités**

### **1- Objet du marché**

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet des prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre pour la réalisation de travaux divers pour le compte du Centre National des Arts du Cirques (CNAC).

Ces travaux comprennent notamment :

- Les aménagements et la mise en sécurité à mettre en œuvre consécutivement à l'ouverture de la rue piétonne située sur le site de la Marnaise,
- L'éclairage, la mise en valeur bâimentaire et la signalétique directionnelle,
- Le réaménagement intérieur de l'école (espace accueil et pôle pédagogique) ainsi que sa signalétique intérieure,
- La réhabilitation de l'ancien bâtiment administratif (enveloppe extérieure) : sa sécurisation, son système de chauffage et son réaménagement intérieur.

### **2- Durée de validité du marché et prise d'effet**

Le présent marché prend effet à notification au titulaire et ce pour une durée totale de sept (7) mois comprenant la phase d'étude/conception et la phase de travaux.

Cette durée pourra être modulée en fonction du planning des travaux qui sera fourni par le titulaire.

### **3- Garantie de parfait achèvement**

A l'extinction des effets du présent marché, le titulaire demeure responsable des ouvrages via une garantie de parfait achèvement durant une période d'un an (1) qui commence à courir à la date de réception de l'ensemble des ouvrages à réaliser constater sur les procès-verbaux de réception des ouvrages.

Il est précisé que si un désordre est constaté sur les ouvrages durant la période de garantie de parfait achèvement et que ledit désordre n'est pas réparé avant la fin de la période d'un (1) an de garantie, cette période est prolongée jusqu'à ce que le désordre soit corrigé.

### **4- Procédure de passation du marché**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation en application des articles L2123- et R2123-1 à R2123-5 du code de la commande publique.

Le CNAC se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation dans l'hypothèse où cela ne s'avérerait pas nécessaire.

## **5- Pièces constitutives du marché**

### **a- Pièces particulières**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, le contrat est constitué des pièces particulières suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement du marché signé par les parties et ses annexes
- Les annexes financières (DPGF ou BPU),
- Le présent cahier des charges (CCP)

### **b- Pièces générales**

S'applique à ce marché, les documents généraux suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 et l'arrêté du 21 décembre 1993 relatifs aux missions de maîtrise d'œuvre ;
- Le code de la commande publique.

## **Article II : modalités d'exécution des prestations**

### **1- Contenu de la mission**

Il est confié au titulaire la mission de base de maîtrise d'œuvre au sens de l'article 15-II du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 complétée par la mission complémentaire d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux (OPC).

#### **a- Mission de Base :**

La mission de maîtrise d'œuvre consistera en la fourniture de :

- **Un dossier d'étude** débutant par la phase projet (PRO) dans laquelle est intégrée toutes les étapes préliminaires nécessaires (relevés, mise à jour de plans, recherches, analyse des besoins). Le CNAC attend du titulaire qu'il fasse une analyse précise des besoins
- **Une assistance au pouvoir adjudicateur pour la passation des contrats de travaux**, notamment, la rédaction des cahiers de clauses techniques, l'analyse des dossiers de candidature et la sélection du/des entreprises de travaux (phase ACT),
- **Le suivi des travaux** composé de :
  - Le visa des études d'exécution et de synthèse fourni par les entreprises de travaux (phase VISA)
  - La direction de l'exécution des marchés de travaux (phase DET)

- L'assistance à la réception des ouvrages et pendant la période de garantie de parfait achèvement (phase AOR).

**b- Mission complémentaire :**

La mission complémentaire d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) consistera essentiellement en la mise sur pied d'un planning pour l'ensemble de la mission lors de la phase d'étude et à l'organisation du chantier qui se fera en site occupé ainsi qu'en la maîtrise des coûts.

Par ailleurs, le titulaire en sa qualité d'OPC devra indiquer au CNAC durant la phase d'étude, s'il est nécessaire de souscrire à des prestations supplémentaires de type bureau de contrôle, coordinateur sécurité et santé ou tout autre prestation indispensable à la bonne tenue du chantier.

**c- Planning et durée des missions maîtrise d'œuvre et OPC :**

Après estimation, il a été décidé que la mission se déroulera sur **sept (7) mois** selon le planning suivant :

- Phase étude et de passation des marchés de travaux : **quatre (4) mois**
- Phase suivi travaux et réception : **trois (3) mois**

**d- Contraintes générales :**

Dans le cadre de cette mission, le titulaire devra notamment prendre en compte les contraintes suivantes :

- Une partie des travaux sont réalisés sur la voie publique
- Maintien en fonctionnement du site
- Réalisation des travaux en site occupé
- Contrainte de sûreté et de sécurité propre au site

Il est à préciser que le CNAC envisage la réalisation de ces travaux sur la période juin/août 2026 de manière que le site soit le moins fréquenté possible (notamment dans le cadre des travaux de réaménagement intérieur de l'école).

**e- Maintenance et environnement durable des travaux à réaliser :**

Le CNAC attache une attention particulière à ce que le titulaire conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance des ouvrages qu'il projette soit optimisé et que les objectifs de développement durable soient respectés.

A ce titre, le CNAC entend également analyser les projets sous ces deux angles. Le titulaire devra donc fournir au CNAC, les éléments lui permettant d'examiner le projet sous ces angles, étant précisé que l'aspect économique lié à l'exploitation et à la maintenance est un élément important qui devra être pris en compte dans la conception des ouvrages.

#### **f- Réunion de coordination et de suivi :**

Il est convenu entre les parties que durant la phase d'étude, elles se retrouveront une (1) fois par mois à partir de la date de lancement de la mission qui sera convenue après notification du marché.

Durant la phase de travaux, elles se retrouveront une (1) fois par semaine.

Les parties conviendront ensemble lors de la première réunion, des dates et horaires des futures réunions de chantier et de leurs conditions de réalisation (par exemple : exclusivement sur site ou possibilité de les tenir en visioconférence). Elles auront pour objet le suivi du déroulement de la mission.

Si cela est nécessaire et à la demande de l'une ou l'autre des parties, des réunions complémentaires de suivi pourront être organisées. La partie demanderesse devra en aviser l'autre au minimum une (1) semaine avant la tenue de la réunion et en cas d'urgence, quarante-huit (48) heures avant.

Il est précisé que pour chaque réunion, le titulaire par le biais de la personne en charge de la mission devra toujours être présent. Si la personne en charge du suivi de la mission ne peut se rendre à une réunion, elle s'engage à mandater un tiers capable de prendre des décisions liées à l'exécution du présent marché.

Lors de ces réunions, le titulaire rédigera le compte-rendu en sa qualité d'OPC et en transmettra une copie au CNAC après chaque réunion.

Le compte-rendu devra faire état des personnes présentes et absentes, de l'avancée de la mission, des observations éventuelles et des décisions prises.

Après la transmission du compte rendu, le CNAC bénéficiera d'un délai de cinq (5) jours pour y apporter des modifications, sans retour de sa part au titulaire une fois ce délai passé, l'ensemble du compte-rendu sera réputé accepté par l'ensemble des parties.

#### **g- Ordres de service**

Dans le cadre du contrôle général des travaux, le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entreprises de travaux qui seront sélectionnées.

Ces ordres de service devront être écrits, signés, datés et numérotés et transmises aux entreprises de travaux dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-travaux.

Avant leur envoi par le titulaire, ils seront validés et signés par le CNAC.

#### **h- Forme de présentation des plans et pièces écrites**

Les documents d'étude seront remis par le titulaire au CNAC en deux (2) exemplaires dont :

- Un numérique au format PDF pour les documents classiques et pour les plans un format DWG en plus,
- Un format papier pour l'ensemble des documents et plans.

#### **i- Suivi de l'exécution des travaux :**

L'équipe chargée de suivre l'exécution des travaux sera présente sur le chantier autant que de besoin.

Les opérations préalables à la réception s'effectueront en présence des représentant(e)s du CNAC si nécessaire. Celui-ci fera ses observations éventuelles au titulaire qui devra alors faire procéder aux levées de réserves.

#### **2- Sous-traitance**

Conformément à l'article L.2193-4 du code de la commande publique, le titulaire pourra recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclaré au CNAC et que ce dernier l'accepte.

Le recours à un sous-traitant ne devra pas générer de surcoût pour le CNAC et devra rentrer dans le forfait proposé par le titulaire.

Conformément à l'article L2193-3 alinéa 2 du code de la commande publique, le CNAC pourra exiger que certaines tâches essentielles du marché soient exécutées directement par le titulaire.

#### **3- Mode de dévolution des marchés de travaux**

Les travaux seront dévolus en marché global et pourront faire l'objet des procédures prévues par les dispositions du code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

#### **4- Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

##### **a- Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira sur demande du CNAC, les documents visés aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail.

##### **b- Hygiène, sécurité et développement durable**

Le titulaire assumera le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur et celle issue du CCAG-Travaux sur lequel s'appuiera le marché de travaux.

Par ailleurs, le CNAC s'est engagé à mettre en œuvre une politique de développement durable. Le titulaire, dans la même logique devra durant la phase d'étude et la phase travaux, optimiser son utilisation de l'ensemble des ressources (électricité, gaz, eau, etc.). Il devra adopter une politique de faible émission de CO2 en limitant ses déplacements et celui de ses équipes au strict nécessaire.



Aussi, dans le cadre de sa conduite des marchés de travaux, le titulaire portera une attention particulière sur le choix des matériaux que feront les entreprises candidates, de manière qu'ils soient le plus possible respectueux de l'environnement tant dans leur méthode de production, dans leur utilisation et dans leur durabilité.

Ces éléments seront par ailleurs un critère de sélection des entreprises de travaux.

### **Article III : prix et modalités de règlements**

#### **1- Prix**

##### **a- Forfait de rémunération**

Le marché est conclu à prix forfaitaire global couvrant l'ensemble des prestations mentionnées à l'article II, soit la mission de maîtrise d'œuvre et la mission d'OPC.

Ce montant sera réglé après la réalisation de chaque phase et sur constatation de service fait par le CNAC, suivant la décomposition des phases mentionnées à l'article II des présentes.

Interviendront donc quatre (4) paiements comme suit :

- **Paiement 1** correspondant à la phase étude de projet (PRO)
- **Paiement 2** correspondant à la phase assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- **Paiement 3** correspondant à la phase direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
- **Paiement 4** correspondant à la phase assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception

Le titulaire décomposera au sein de la DPGF le prix global forfaitaire en suivant cette subdivision de manière que le CNAC puisse avoir le coût de chaque phase.

##### **b- Variations dans les prix**

Le marché est non-révisable et non-actualisable. Le prix forfaitaire sur lequel les parties se seront accordés et présenté dans la DPGF sera le prix réglé en définitive.

Toutefois, en cas d'évènement extérieur au marché (cas de force majeure ou cas d'imprévisibilité) qui viendrait perturber son équilibre, les parties conviennent qu'il sera possible de discuter de la modification des tarifs en tenant compte desdits évènements.

#### **2- Modalités de règlement du marché**

##### **a- Mode de règlement et contenu des factures**

Le mode de règlement du CNAC est le virement.

Les demandes de règlement devront être adressées obligatoirement sous format dématérialisé par courrier électronique envoyé aux adresses suivantes : [comptabilite2@cnac.fr](mailto:comptabilite2@cnac.fr) et [francois.menou@cnac.fr](mailto:francois.menou@cnac.fr).

Les factures dématérialisées devront comporter les mentions obligatoires mentionnées aux articles L441-9 du code du commerce et 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts si l'entreprise est assujettie à la TVA.

A réception des factures, le CNAC s'engage à leur règlement sous un délai de trente (30) jours.

#### **b- Intérêts moratoires**

Tout dépassement des délais, contractuels ou légaux en matière de paiement constitue un retard de paiement donnant lieu à un versement d'intérêts à l'entreprise l'ayant subi.

Les intérêts moratoires demeurent d'ordre public. Ils doivent être liquidés et mandatés automatiquement sans que l'entreprise ait à les réclamer. Ils sont dus de droit.

Modalités de calcul des intérêts moratoires :

L'assiette des intérêts moratoires est le principal de la créance, toutes taxes comprises les intérêts moratoires eux-mêmes ne sont pas assujettis à la T.V.A.

La période à prendre en compte se dénombre en jours calendaires. Elle commence dès le dépassement du délai contractuel ou réglementaire (le jour suivant la fin de ce délai étant le jour n°1) et se termine à la date de mise en paiement par le comptable (le jour du paiement étant inclus).

Les intérêts moratoires se calculent au Prorata Temporis en nombre de jours calendaires rapportés au nombre de jours d'une année civile, c'est à dire 365.

La formule de calcul est la suivante :

Montant payé tardivement T.T.C. x  $\frac{\text{nombre de jours de dépassement}}{365}$  x taux

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

#### **Article IV : délais – pénalités**

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le CNAC du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités décrites ci-après :

## **1- Pénalités pour retard en phase études**

### **a- Délais et pénalités de retard pour l'établissement et la présentation des dossiers d'études**

Suivant les estimations de durée proposées au sein de sa proposition commerciale, en cas de retard dans l'établissement et la présentation des dossiers d'études, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à :

- Pour les dossiers d'étude, à **1/1000<sup>ème</sup>** du montant de l'élément de mission correspondant,
- Pour les dossiers de consultation des entreprises (incluant les études de projet et les études d'exécution), à **1/1000<sup>ème</sup>** du montant des éléments de mission (PRO + DCE) du marché.

### **b- Délais et pénalités de retard dans l'exécution des reprises d'études**

En cas de reprise des études (réajustement, recalibrage pour respect des coûts, etc.), le CNAC et le titulaire se mettront d'accord sur la date de reprise de ces études et leur délai de réalisation. En cas de non-respect dudit délai, une pénalité de deux cents euros hors taxes (200 € HT) par jour de retard sera appliqué.

### **c- Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché**

Une pénalité de deux cents euros hors taxes (200 € HT) par jour sera applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché.

## **2- Pénalité pour retard en phase travaux**

### **a- Vérification des projets de décomptes**

Au cours de la réalisation des travaux, le titulaire devra procéder à la vérification des projets de décompte mensuel des entreprises de travaux. Après vérification et accord, ces décomptes pourront être envoyés au CNAC pour constatation de la réalisation et paiement.

Le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à six (6) jours, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités d'un montant égal dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- Soit, par jour de retard, **1/3000<sup>ème</sup>** du montant HT dudit décompte,
- Soit, le montant des intérêts moratoires que le CNAC aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du titulaire.

#### **b- Décompte général**

La vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général par le titulaire seront envoyés après vérification et accord, par courrier électronique pour constatation de la réalisation par le CNAC et paiement.

Le délai d'établissement du projet de décompte général est fixé à quinze (15) jours ouvrés à partir de la réception du projet de décompte final remis par les entreprises.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités d'un montant égal dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- Soit, par jour de retard, **1/3000<sup>ème</sup>** du montant HT dudit décompte,
- Soit, le montant des intérêts moratoires que le CNAC aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du titulaire.

#### **c- Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par les entreprises est de trente (**30**) jours à compter de la date de réception dudit mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

#### **d- Suspension des délais de paiement**

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues aux entreprises de travaux s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ces dernières, le titulaire doit aussitôt en informer le CNAC afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, quinze (15) jours au moins avant l'expiration du délai de paiement.

#### **e- Visas des études d'exécution des entreprises**

Le délai imparti au titulaire pour viser les études d'exécution de l'entrepreneur est de quinze (15) jours à compter de la date de réception desdits documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

#### **f- Établissement des comptes-rendus de réunion**

Le titulaire établit les comptes-rendus de réunions de chantier qu'il diffuse à tous les participants au plus tard quarante-huit (48) heures avant la prochaine réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à cent euros hors taxes (100 € HT).

#### **g- Travaux supplémentaires ou modificatifs**

En cas de travaux supplémentaires ou modificatifs, le titulaire notifie à l'entreprise concernée l'exécution de ces travaux par ordre de service. Cet ordre de service fixe le délai maximum dans lequel l'entrepreneur doit lui transmettre son devis. Ce délai ne saurait être supérieur à quinze (15) jours.

L'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives interviendra au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du devis. Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

#### **h- Opérations préalables à la réception**

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG applicable aux marchés de travaux avec les dérogations suivantes :

Le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et des représentant(e)s du CNAC.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire.

En cas d'absence du titulaire aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le CNAC pourra se faire assister d'un expert. Les prestations effectuées par l'expert désigné seront mises aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entreprises de travaux s'il a ou non proposé au CNAC la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du titulaire au CNAC.

#### **i- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le délai imparti au titulaire pour examiner les DOE des entreprises est de trente (30) jours à compter de la date de réception des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à deux cents euros hors taxes (200 € HT).

#### **j- Délais et pénalités de retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement**

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le CNAC, le titulaire disposera d'un délai qui lui sera notifié par Ordre de Service accepté sans réserve.

Une pénalité de deux cents euros hors taxes (200 € HT) par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

### **3- Autres pénalités**

#### **a- Production des documents visés aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail**

Sur demande écrite du CNAC, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés aux articles D8222-5 et -7 du Code du travail.

Une pénalité de cent cinquante euros hors taxes (**150 € HT**) par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le CNAC aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

#### **b- Production des attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité civile décennale en cours de chantier et après travaux**

Le titulaire est tenu de communiquer au CNAC ses attestations d'assurances (responsabilité civile et décennale) dans un délai de quinze (15) jours dès lors que ce dernier en fait la demande. La transmission peut se faire par courrier électronique.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : cent cinquante euros hors taxes (**150 € HT**) par jour de retard.

#### **c- Transmission des contrats de sous-traitance**

Conformément au point 2 de l'article II du présent contrat, le titulaire est tenu, en cas de sous-traitance, de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au CNAC lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité de cent cinquante euros hors taxes (**150 € HT**) par jour de retard sera appliquée.

### **Article V : contrôle des engagements du maître d'œuvre sur les coûts**

Le CNAC attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible des estimations qui seront faites par le titulaire à la fin de la phase d'études et ce respectant le budget dont dispose le CNAC pour la réalisation de l'ensemble de l'opération.

#### **1- Coût de l'opération**

##### **a- Enveloppe et contenu des prestations, taux de tolérance**

L'enveloppe affectée comprendra l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du projet. Le titulaire proposera un programme, avec l'hypothèse de travaux réalisés en site occupé en tenant compte de cette limite budgétaire.

Ce coût estimatif s'appréciera avec une marge haute de 3% maximum de dépassement possible correspondant au taux de tolérance.

#### **b- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

Une estimation provisoire du coût des travaux sera fourni au moment de la phase PRO par le titulaire. Le CNAC, sur la base de la proposition faite pourra accepter cette estimation et passer à la phase suivante ou demander une reprise des études afin d'optimiser les coûts et rentrer dans le budget susmentionné.

Si le CNAC le souhaite, il pourra au moment de la phase PRO suggérer des compléments de travaux en fonction de l'estimation provisoire. Il fixera alors à ce moment une enveloppe globale qui ne devra pas être dépassée.

#### **c- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux**

L'estimation définitive établie par le titulaire à l'issue de la phase PRO doit être la plus proche possible de l'objectif qui lui est fixé en fin de phase PRO en incluant les éventuels compléments et modifications que pourrait souhaiter le CNAC.

#### **d- Coût définitif des travaux**

Le coût définitif des travaux sera arrêté par le CNAC à la notification du dernier contrat de travaux. Ce coût sera égal à la somme des montants des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

#### **e- Respect de l'enveloppe**

L'objectif est que le titulaire étudie et fasse exécuter l'opération dans le respect de l'enveloppe qui aura été définie en phase PRO.

##### **○ Options techniques**

Le titulaire devra conduire ses études de manière à proposer des options techniques telles qu'à tous les stades de l'opération, le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites découlant du coût prévisionnel des travaux marge de dépassement inclut.

Si le CNAC constate des divergences trop importantes entre estimation et coût effectif des travaux, il pourra exiger immédiatement que le titulaire reprenne gratuitement des études pour revenir dans les limites fixées.

Pour respecter le coût prévisionnel des travaux, à tous les stades de sa mission, le titulaire reprendra gratuitement les études jusqu'à ce que les estimations soient respectées.

Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscriront dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté sera par conséquent pénalisable.

#### ○ Options économiques

Pour parer sans délai aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le titulaire pourra préparer des options économiques et les faire figurer dans le dossier de consultation des entreprises. Ces options seront soumises à l'accord du CNAC et étudiées par le titulaire à ses frais. Les études et réalisations devront être sans incidence sur les délais d'exécution.

Lors de l'étude des offres et en fonction des prix proposés, le CNAC se réservera la possibilité de retenir certaines de ces options.

Dans l'hypothèse où malgré l'application des options économiques, le coût des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel assorti de son taux de tolérance, le CNAC se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions de l'article VII des présentes.

## **2- Contrôle des coûts de l'opération**

Le CNAC institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour hebdomadaire de la décomposition du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le titulaire devra fournir, à partir du démarrage des travaux, de façon hebdomadaire au CNAC, les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé des travaux en intégrant toutes les variations prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le titulaire établira un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux. Cet état comportera en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- Les prestations introduites sur demande du CNAC,
- Les prestations introduites par lui-même.

Le titulaire, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou par suite d'imprévisions ou d'adaptations dans les études ou d'erreurs dans la conduite des travaux pourra proposer des prestations modificatives.

Les modifications proposées apparaissant après la conclusion des marchés de travaux seront comptabilisées séparément après accord du CNAC sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le titulaire.

Les montants correspondants ne seront pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux. L'incidence financière des modifications ne pourra en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire pour le titulaire. Le forfait de rémunération énoncé aux présentes restera dès lors inchangé, sous réserve de l'application des pénalités définies aux articles IV-1 et IV-2 ci-dessus. Ces modifications ne devront pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.



Toutefois et si ces modifications étaient consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du dossier de consultation, elles pourraient, après accord du CNAC, donner lieu à une révision du calendrier et du coût définitif des travaux et éventuellement du forfait de rémunération du titulaire en fonction de la nature des événements.

### **3- Comparaison entre prévision et réalité**

La comparaison entre prévision et réalité s'effectue de la manière suivante :

- Au stade de la notification des marchés de travaux, entre le Coût Prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance (Tt) fixé au présent marché (3%) et le Coût définitif (Cf) tel que :

$$\text{Écart } e1 = [Cp \times (1+Tt)] - Cf$$

- À la fin des travaux entre le Coût Constaté Final (CCF), le coût définitif des travaux (Cf) assorti du taux de tolérance (Tt) et éventuellement corrigé des travaux modificatifs (Tm) tel que :

$$\text{Écart } e2 = [Cf \times (1+Tt) \pm Tm] - CCF$$

Dans le calcul de l'écart e2, ne sont pas prises en compte les plus-values éventuelles résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ou de l'application de pénalités.

### **4- Écart toléré**

Le Coût définitif des travaux (Cf) ne devra pas être supérieur au coût prévisionnel des travaux (Cp) assorti du taux de tolérance (Tt) fixé aux présentes.

Si  $e1 < 0$ , sur décision du CNAC, le titulaire doit reprendre ses études, sans rémunération complémentaire, pour revenir dans les limites fixées. Ces études complémentaires seront telles qu'elles ne perturbent en rien le planning général de déroulement des travaux.

Si au terme de ces études complémentaires, le titulaire n'a pas pu revenir dans les limites fixées, le CNAC pourra décider de la résiliation du marché dans les conditions définies à l'article VII des présentes.

Le délai pour ces reprises éventuelles d'études sera notifié au titulaire. En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, ce dernier encourra une pénalité dans les conditions fixées à l'article IV-1-b du présent marché.

Le CNAC attache une très grande importance à ce que le Coût Constaté Final (CCF) des travaux soit inférieur au coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Tt).

Une formule d'incitation au respect de cet objectif est instituée dans les conditions suivantes :

- Si  $e2 = 0$ , le forfait de rémunération reste inchangé,
- Si  $e2 < 0$ , le forfait de rémunération est diminué de 15 % de la somme des montants des éléments de mission postérieurs à la passation des contrats de travaux.

## **5- Retenues intermédiaires**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs demandés par le CNAC), dépasse le coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Tt), des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du CNAC par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission concernés (VISA, DET et AOR).

## **Article VI : utilisation des résultats, obligation de discrétion**

### **1- Utilisation des résultats**

En matière d'utilisation des résultats, il sera fait application du chapitre 6 du CCAG-PI et particulièrement de son article 35 portant sur le régime général des résultats.

### **2- Obligation de discrétion**

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants seront tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission. Ces renseignements ou documents ne pourront, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'interdiront d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

## **Article VII : achèvement de la mission et résiliation du marché**

### **1- Achèvement de la mission**

La mission du titulaire s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission interviendra lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'une décision établie sur sa demande par le CNAC et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception du marché de travaux et après production par le titulaire des constats de parfait achèvement, établis par lui-même.

### **2- Résiliation du marché**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI avec les précisions et dérogations suivantes :

#### **a- Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le CNAC décide de la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, ce dernier aura le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage sera fixé à quatre pour cent (4%) du coût de l'intervention.

#### **b- Résiliation aux torts du titulaire**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, il sera fait application des mesures coercitives adaptées et prévues à l'article 41.3 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui sera adressée, précisant les points sur lesquels il est défaillant.

Le délai qui lui sera accordé pour pallier cette défaillance est fixé à quinze (15) jours à date de la réception de la mise en demeure pour les obligations qui sont les siennes.

#### **c- Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel**

En complément du chapitre 7 du CCAG-PI, dans le cas du dépassement du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance, la résiliation pourra être prononcée par le CNAC. Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées à l'article 41 du CCAG-PI.

#### **d- Résiliation du fait d'un dépassement de délais générant un surcoût**

En complément du chapitre 7 du CCAG-PI et compte tenu des objectifs du CNAC visant à respecter les coûts et les délais, ce dernier se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du titulaire si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global était constaté par rapport au calendrier et qu'il a pour effet de générer un surcoût par rapport au coût définitif des travaux qui aura été constaté lors de la notification du marché de travaux.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées à l'article 41 du CCAG-PI.

### **Article VIII : clauses diverses**

#### **1- Arrêt momentané des prestations :**

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

#### **2- Exécution de la prestation aux frais et risques :**

Le CNAC pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une

prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

La mise aux frais et risques pourra intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

### **3- Clauses contractuelles diverses**

Il est précisé qu'aucune autre clause ne s'imposera à l'une ou l'autre des parties en dehors des dispositions du présent contrat. A cet effet, toutes conditions générales ou conditions de vente qui seraient adossées aux devis et propositions commerciales fournis par les candidats ou l'un de ses éventuels co-traitants ou sous-traitants ne s'appliqueront pas au contrat.

### **4- Information sur le changement de situation**

Le titulaire aura l'obligation d'informer le CNAC de tout changement qui interviendrait dans sa situation administrative ou fiscale afin que ce dernier puisse dans les meilleurs délais, prendre toute mesure utile à la sauvegarde de l'opération.

## **Articles IX : assurances**

### **1- Assurance décennale**

Le titulaire sera tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale. La police sera souscrite auprès d'une compagnie dument agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

### **2- Assurance responsabilité professionnelle**

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

### **3- Assurance complémentaire du titulaire**

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le CNAC pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

### **4- Assurance complémentaire du CNAC**

Le CNAC se réserve la possibilité de souscrire pour cette opération les polices suivantes :

- Responsabilité civile du maître d'ouvrage (RCMO),
- Tous risques chantier (TRC).

### **5- Justification**

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de signature du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Le titulaire produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

Le titulaire fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le CNAC lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif. Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final. En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée au présent marché à cet effet.

#### **Article X : règlement des différends**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir sera le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Toutefois le différend pourra être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

#### **Article XI : dérogation au CCAG-PI**

| <b>ARTICLES DU CCAG-PI</b> | <b>INTITULÉ</b>   | <b>ARTICLES DU MARCHÉ Y DÉROGEANT</b> |
|----------------------------|---|---------------------------------------|
| Article 3.2.4              | Modalités de computation des délais d'exécution des prestations | Article IV                            |
| Article 14.1               | Pénalités pour retard   | Article IV                            |
| Article 14                 | Pénalités   | Article V-5                           |

A Châlons-en-Champagne, le 11/12/2025

**Nom, prénom, fonction du signataire :**

**Signature :**